

Convention collective départementale
IDCC : 887. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Eure)
(1^{er} juillet 1976)
(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,
Journal officiel du 18 mai 1979)

ACCORD DU 11 JANVIER 2012
RELATIF À L'AUTORISATION D'ABSENCE EN VUE DE LA PRÉPARATION
DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'EMPLOI
NOR : ASET1250477M
IDCC : 887

Entre :
L'UIMM Eure,
D'une part, et
La FTM CGT ;
L'USME CGT-FO ;
La CFDT métallurgie Evreux ;
La CFE-CGC Haute-Normandie ;
La CFTC métallurgie de l'Eure,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}
Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises appartenant au champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de la métallurgie de l'Eure défini par l'avenant du 14 mars 1994 étendu par arrêté du 10 janvier 1995 (*Journal officiel* du 19 janvier 1995).

Les dispositions du présent accord s'appliquent sans préjudice de l'article 7 des dispositions générales de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes du département de l'Eure en date du 1^{er} juillet 1976, modifiées.

Article 2
Autorisation d'absence

Les représentants du personnel, élus ou désignés, titulaires, ou suppléants lorsqu'ils remplacent les titulaires, bénéficieront d'une autorisation d'absence de deux heures, sans diminution de rému-

nération, pour la préparation de chacune des commissions paritaires de l'emploi de la métallurgie de l'Eure auxquelles ils auraient été convoqués. Il est rappelé que la commission se réunit 2 fois par an a minima.

Ces 2 heures devront être utilisées dans une période s'étalant entre la convocation à la commission paritaire de l'emploi par l'UIMM de l'Eure et la réunion.

Article 3

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 5

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord.

Fait à Evreux, le 11 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)